

et le boycottage, c'est-à-dire sur la violence. A mesure que s'accroît cette puissance féroce et aveugle, le maintien d'un gouvernement libre auquel tous doivent prendre part devient tous les jours de plus en plus impossible aux Etats-Unis. C'est, en fait, le despotisme qui jaillit du sein d'un peuple épris de liberté.

Ces paroles, un peu violentes sans doute, mais dont personne ne se cachait la gravité, excitèrent dans tout le pays une émotion intense. Il n'y eut qu'un cri de réprobation dans le camp ouvrier. Tous les chefs, Samuel Gompers, président de l'*American Federation of Labor*, et John Mitchell, président des *United Mine Workers of America*, en tête, traitèrent d'odieux mensonges les accusations portées contre le *trade unionism* par le fougueux président des Manufacturiers américains.

Certes, il fallait une hardiesse peu commune pour défier ainsi, à la face d'un pays, deux millions d'ouvriers orgueilleux de leurs droits et confiés dans leur force, et pour leur dire aussi carrément que leurs *unions* ruinent l'industrie nationale et mettent en péril la société elle-même. Ce sera à l'honneur de M. Parry d'avoir eu, en même temps que ce courage et cette force morale, une perspicacité et une intelligence assez grandes pour discerner dans le soi-disant *trade unionism* d'aujourd'hui le socialisme rampant, l'ennemi juré de la société moderne. Il ne peut y avoir de doute, en effet, et les plus sceptiques l'admettent de nos jours : les idées socialistes sont en grand honneur dans le peuple ouvrier des Etats-Unis, et les *labor unions* ne seront plus bientôt que des clubs révolutionnaires.

Il est vraiment remarquable de voir la volte-face que vient d'exécuter la presse américaine à propos de cette fameuse «*question ouvrière*.» Jusqu'à il y a deux ans, au moindre trouble qui s'élevait entre patrons et ouvriers, vous pouviez être sûr de trouver toujours du côté des *unions* tous les grands journaux de la république. Ceux-ci n'avaient pas alors assez de termes méprisants pour dénoncer la rapacité de ces monstres qui s'appellent des capitalistes, et pas assez de larmes pour pleurer le sort du pauvre ouvrier martyr.

Aujourd'hui les *editorials* de ces mêmes journaux sont remplis d'avertissements très graves aux chefs des *labor unions*. Ils leur font comprendre l'injustice et l'intolérable exigence de